

DOSSIER DE PRESSE



Élections communales
et provinciales 2018

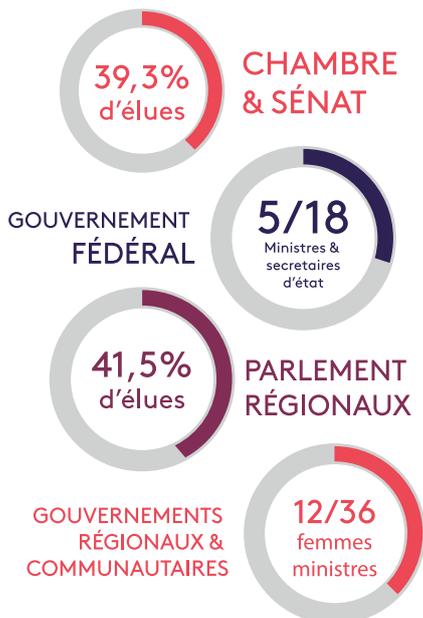
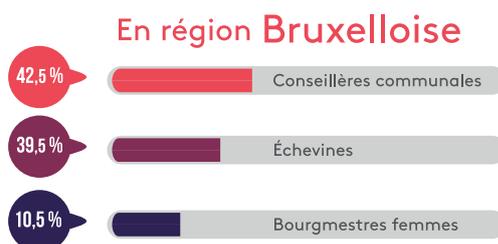
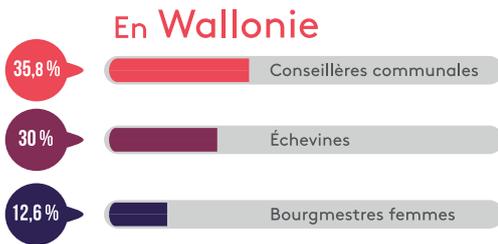
LA SITUATION EN BELGIQUE, aujourd'hui



*Aujourd'hui, en politique,
les femmes ont les mêmes droits que les hommes.*

• Concrètement, cela signifie qu'elles ont le droit de vote à tous les niveaux de pouvoir (obtenu en 1948), le droit d'être élues (depuis 1921) et la moitié des places sur les listes électorales (depuis 2002). Deux lois spéciales de 2003 garantissent également leur représentation au sein des gouvernements fédéraux, régionaux et communautaires qui dirigent notre pays. Cependant, nous sommes encore bien loin de l'égalité de fait.

• L'accès des femmes à l'éligibilité et au vote n'a pas résolu la question de leur représentation effective au sein des assemblées et des exécutifs. Suite à l'adoption des quotas de femmes sur les listes, la progression des femmes au sein des assemblées est réelle. Malgré la parité sur les listes électorales, le pourcentage des femmes élues au sein des gouvernements restent faibles.



*Même si les choses évoluent,
il reste encore et toujours des bastions
masculins en politique !¹*

Il y a toujours moins de femmes ministres que d'hommes exerçant cette fonction



Il n'y a pas encore eu de femme Première Ministre



¹ Ces chiffres sont consultables sur le site de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes : <http://igvm-iefh.belgium.be/fr/activites/politique/chiffres>

AU SEIN DES FPS,

nous considérons que la sous-représentation des femmes en politique interroge notre modèle représentatif.

En effet, il n'y a pas de démocratie sans parité !

- Afin de promouvoir la participation équilibrée des femmes à la politique, nous appuyons les mesures législatives qui visent à accroître la présence des femmes au sein des assemblées élues et des exécutifs à tous les niveaux de pouvoir du pays. Nous préconisons d'introduire l'obligation, pour les partis politiques, de présenter à chaque élection autant de listes électorales emmenées par des femmes que par des hommes.

Cela permettrait de combattre la situation actuelle, dans laquelle, en dépit de l'obligation de parité et d'alternance, les listes électorales sont presque toujours emmenées par un homme.

- Nous enjoignons également les partis politiques à s'ouvrir davantage à des viviers de recrutement moins masculinisés, telles les organisations de femmes. Nous défendons plus que jamais la nécessité de répartir plus équitablement le travail non rémunéré au sein des couples, afin que les femmes ne soient pas freinées dans leur volonté d'engagement militant et politique, par un surplus de travail ménager et de soins.

- Nous préconisons également une réduction collective du temps de travail, afin de permettre à un nombre plus important de femmes de s'engager en politique, sans voir leur carrière professionnelle ou vie privée en pâtir.



Pour plus d'informations, nous vous renvoyons vers nos études et analyses.

- **Pas de démocratie sans parité :**

(<http://www.femmesprevoyantes.be/2017/11/23/analyse-2017-a-vos-postes-citoyennes-pas-de-democratie-sans-parite/>)

- **A vos postes citoyennes ! Comment voter dans ma commune ?**

(<http://www.femmesprevoyantes.be/2017/11/16/analyse-2017-a-vos-postes-citoyennes-comment-voter-dans-ma-commune/>)

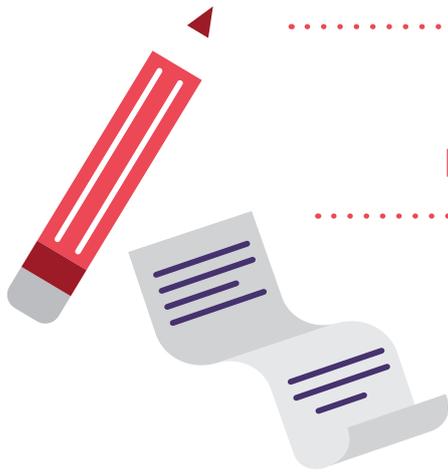
- **Pour une approche genrée de la réduction collective du temps de travail :**

(<http://www.femmesprevoyantes.be/2017/11/07/analyse-2017-pour-une-approche-genree-de-la-reduction-collective-du-temps-de-travail/>)

→ Au-delà des changements quantitatifs, nous estimons également qu'un changement qualitatif dans la manière dont est exercé le pouvoir politique en Belgique est fondamental, notamment en ce qui concerne les normes, attitudes et valeurs qui ont trait aux rapports de genres dans le champ politique.

- Établies lorsque les femmes en étaient exclues, les règles mêmes du jeu politique doivent maintenant pouvoir être reconsidérées pour mieux refléter la pluralité sociale. Ainsi, nous préconisons par exemple de limiter le cumul de mandats, de manière à libérer des postes pour les femmes et encourager le renouvellement plus rapide des mandataires politique.

- Enfin, il est également nécessaire de revaloriser l'image négative de la politique auprès des femmes en Belgique, afin qu'un nombre plus important d'entre elles ait envie de se porter candidates, de mener campagne et d'assurer des fonctions politiques.



CHANGER LES RÈGLES, pour que les femmes trouvent leur place en politique

En vue des prochaines élections communales et provinciales d'octobre 2018, il nous semble prioritaire et primordial de faire évoluer les règles implicites qui régissent le jeu politique et font obstacle à la participation des femmes.

Pour plus de parité, voici les nouvelles règles que nous proposons :

- **Équilibrer la proportion de femmes bourgmestres**

En Wallonie, sur 262 bourgmestres, seules 33 sont des femmes. À Bruxelles, parmi les 19 bourgmestres, on ne compte que deux femmes. Et si on élisait plus de femmes à ce poste ?

- **Bousculer l'image de l'"homme" politique**

Dans l'imaginaire collectif, la figure politique est systématiquement ou presque représentée par un homme. Et si on parlait aussi de "femme" politique ?

- **Répartir le temps de parole de manière plus égalitaire**

Il ne s'agit pas uniquement de laisser autant la parole aux femmes qu'aux hommes. Mais aussi d'éviter le "manterrupting", mot anglais inventé pour dénoncer la fréquence à laquelle les hommes interrompent les femmes. Et si on laissait les femmes parler ?

- **Articuler la vie politique avec la vie privée et professionnelle**

Cette articulation passe principalement par une meilleure répartition du travail non rémunéré au sein des ménages et, au niveau professionnel, par des horaires plus flexibles.

Et si politique ne rimaient pas avec sacrifices ?

- **Recruter des femmes, même quand on est un homme**

Les dirigeants politiques ont tendance à recruter des candidats qui leur ressemblent, ce qui marginalise, voire exclut, les femmes, bien moins nombreuses dans les structures des partis. Et si on recrutait sur base des compétences réelles ?

- **Condamner le sexisme**

En politique comme ailleurs, les remarques sexistes ont un impact sur la santé physique et mentale des femmes. Elles réduisent la confiance en soi, le bien-être et l'efficacité.

Et si on mesurait l'impact de nos mots ?

- **Attribuer les compétences sans stéréotypes**

Enfermer des femmes dans certaines fonctions sous prétexte qu'elles seraient plus compétentes à décider en matière d'éducation ou de politique familiale que d'économie ou de défense, c'est une forme de sexisme.

Et si on arrêta d'attribuer une compétence à un genre ?



→ Pour mettre en évidence l'importance de ces nouvelles règles, le mouvement des Femmes Prévoyantes Socialistes lance une campagne de sensibilisation : « **La parité, à vous de jouer !** »

→ Entre mars et octobre, nous diffuserons chaque mois une capsule vidéo. Chaque capsule mettra en scène de manière originale et concrète une des règles précitées. Vous pourrez retrouver toutes les vidéos sur le site www.femmesprevoyantes.be



L'IMPORTANTANCE,

de sensibiliser la population aux enjeux des élections



Les élections communales et provinciales de 2018 donneront l'occasion aux citoyen-ne-s d'interpeller et de revendiquer par le biais de leurs votes.

S'intéresser à la politique, c'est se mobiliser contre la morosité ambiante. C'est exprimer son opinion. Choisir nos représentant-e-s est un moyen puissant d'envoyer un message aux gouvernements et aux politicien-ne-s. Voter, c'est prendre sa place de citoyen-ne responsable et engagé-e. Ça nous concerne toutes et tous.

- Or, lors des dernières élections communales de 2012, en additionnant à l'abstention les votes blancs et nuls, c'est près d'un électeur sur cinq qui a décidé de ne pas faire de choix partisan, en Wallonie et à Bruxelles.



● Un toit, mon droit !



● On ne peut pas accueillir toute la misère du monde !

- Selon l'Institut Emile Vandervelde (Centre d'études du PS), plusieurs facteurs pourraient expliquer cela, notamment l'isolement de certain-e-s citoyen-ne-s, l'indifférence, un rejet voire un dégoût de la politique, la montée de l'individualisme ou encore le manque de confiance des citoyen-ne-s dans les structures encadrant la vie sociale, culturelle et politique.

- Le secteur associatif a un rôle capital à jouer pour remédier à cette situation. C'est pourquoi les Femmes Prévoyantes Socialistes proposent les animations « Voter, c'est décider ». Les objectifs ?

- Mieux faire comprendre au grand public les enjeux et les rouages des élections, et favoriser la participation politique. Nous avons à coeur de démontrer que voter, c'est décider de son quotidien!

Cette formation

consiste en **une animation gratuite**, d'une durée de deux heures, visant à informer sur les modalités pratiques et l'importance du vote. Un support pédagogique a été créé dans ce but.

Ces animations se déroulent **dans chacune de nos neuf régionales FPS** réparties sur l'ensemble du territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Plus d'infos sur notre site: <http://www.femmesprevoyantes.be>

EN PARALLÈLE,

les futur-e-s candidat-e-s ont eux/elles
aussi besoin d'être accompagné-e-s

- Nous considérons comme un enjeu majeur le renforcement de la citoyenneté active et la participation dans la vie politique, sociale et culturelle de la commune. Cela recouvre toutes les formes d'engagement : candidat-e sur les listes démocratiques, implication dans des commissions, conseils et organes de participation, implication dans le tissu associatif.

- Permettre aux citoyen-ne-s de s'impliquer dans les espaces où s'exerce la démocratie tant représentative que participative est fondamental si nous voulons voir évoluer la politique dans une perspective égalitaire.

- Pour une prise de conscience du pouvoir d'action des citoyens mais également avec l'objectif de voir s'accroître la présence des femmes dans la vie politique, nous considérons que le renforcement des compétences d'affirmation et de communication des femmes dans une perspective d'émancipation est primordial.

C'est dans ce contexte que le mouvement des Femmes Prévoyantes Socialistes propose la

Formation Politique pour S'engager.

Cette formation s'inscrit dans une démarche d'éducation permanente et vise au renforcement de la citoyenneté dans une optique progressiste, laïque et d'égalité entre les femmes et les hommes. Elle s'adresse à un public mixte soit toute personne, femme ou homme dans une démarche volontaire, qui souhaite mieux connaître sa commune en vue d'un plus grand exercice de sa citoyenneté.



Notre formation

Elle se compose de 5 séances au long desquelles nous veillerons à l'acquisition de nouvelles connaissances dans un esprit critique et de prise de conscience des enjeux démocratiques et de participation citoyenne.

Les séances

- Séance 1 : Les valeurs des partis et clivages politiques
- Séance 2 : Ma commune en construction
- Séance 3 : Le système électoral, la commune et le CPAS
- Séance 4 : La découverte d'un conseil communal
- Séance 5 : Les acteurs d'influence : sondages, réseaux sociaux, monde associatif...

QUAND LES MONDES POLITIQUE & CITOYEN

se rencontrent

Depuis plusieurs années, on observe un désintérêt des citoyen-ne-s, et en particulier des jeunes², pour le monde politique. L'enquête "Noir, Jaune, Blues"³ démontre que la confiance dans les institutions traditionnelles n'a cessé de se dégrader au cours des vingt dernières années. Ainsi, en 2017, 63% des personnes interrogées pensaient que le système politique actuel était globalement un échec et seuls 21% étaient prêts à le défendre. Il n'y a que 32% des personnes sondées qui estiment que le système fonctionne plutôt bien et que leurs idées sont bien représentées. Même si les belges continuent de penser qu'il est utile voire très utile d'aller voter, ils se détournent de plus en plus du monde politique, voyant celui-ci comme éloigné de leur réalité, corrompu et inconscient des réels besoins de la population.

Le gros problème aujourd'hui, c'est que les citoyen-ne-s ne croient plus qu'elles/qu'ils peuvent faire évoluer la société.

Pourtant, les mouvements et les initiatives citoyennes sont de plus en plus forts. L'enquête "Noir Jaune Blues" présentait ainsi les "renaissant-e-s", ceux et celles qui tentent d'instaurer plus d'horizontalité dans les prises de décisions et qui représentent aujourd'hui 25% de la population. Ce qui caractérise ces individus c'est l'idée qu'on n'est pas obligé de subir et que l'on peut changer les choses, surtout au niveau local. Aujourd'hui les exemples de mobilisation citoyennes sont nombreux : "Mouvement en transition", "Plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés", "Tout autre chose", mobilisations contre le TTIP, etc.

→ Toutes les informations sur ce « Grand rassemblement politique et citoyen » se trouvent ici : <http://www.femmesprevoyantes.be/event/rassemblement-politique-citoyen/>

Il faut donc aujourd'hui décloisonner l'action politique et citoyenne. C'est dans cet objectif que nous organisons notre "Grand rassemblement politique et citoyen" qui se tiendra le 24 mars à Namur. Cette journée mêlera des ateliers pratiques, utiles lorsque l'on veut s'investir dans la vie politique (prise de parole en public ou face à une caméra, gestion de son image, réseaux sociaux), et des rencontres et débats avec des personnes issues du monde politique. Notre rassemblement permettra aussi d'aborder la question de la militance au travers notamment du prisme de la désobéissance civile.

Départ depuis les différentes régionales

24 MARS 2018

À NAMUR
Chaussée de Waterloo 182

Grand RASSEMBLEMENT
politique et citoyen

Conférence gesticulée, ateliers créatifs et dynamiques, espace débat, workshop désobéissance civile, témoignages...

Infos et inscriptions : 02 515 04 07

Commune idée

Éditeur responsable : Carmen Castellano, Secrétariat national 1/2 Place St Jean, 1000 Bruxelles.



² Environ 45% des jeunes affirment ne pas avoir du tout confiance en la politique (enquête génération Quoi). Seuls 5 à 10 % des jeunes de 18 à 30 ans sont engagés dans un parti politique. Ils sont aussi peu nombreux à adhérer à un syndicat.

³ Scheuer, Benoit, Bouquin Stephen et Tremblay Dominique - "NOIR, JAUNE, BLUES 2017" Quel monde voulons-nous bâtir ? - Janvier 2017 (Survey&Action et Ceci n'est pas une crise)

COMMENT CES ÉLECTIONS,

pourront-elles rendre les communes & provinces plus égalitaires ?



Ce que nous voulons :

- Des communes qui s'engagent pour l'égalité entre les femmes et les hommes

Les communes, comme tout lieu de pouvoir, ont un rôle à jouer dans l'égalité des sexes. En tant qu'employeuses, en tant que pouvoir organisateur d'écoles, de crèches, de structures d'accueil extra-scolaire, de services aux familles, d'équipements sportifs, de centres culturels, mais aussi en tant que responsables de matières comme la sécurité, le logement, la lutte contre la pauvreté. Et, bien sûr, en tant que premier échelon de citoyenneté et de démocratie.

- Des communes qui placent l'humain au cœur de leurs préoccupations

Dans le contexte actuel de paupérisation et de mise à mal des budgets publics, il nous semble essentiel de réaffirmer l'importance des services publics dans une politique globale de lutte contre toutes les formes de discriminations. Les services aux familles sont particulièrement nécessaires pour les publics les plus fragilisés, parmi lesquels les femmes sont surreprésentées. L'accueil des enfants de 0 à 3 ans, mais aussi les garderies scolaires, les plaines de jeux pendant les vacances, les services aux personnes âgées et dépendantes doivent bénéficier d'un réel investissement communal.

Les élections d'octobre 2018 seront particulièrement importantes : premier échelon de citoyenneté et de démocratie, les communes sont le niveau de pouvoir le plus proche de chaque citoyen-ne.

Les décisions qui y sont prises ont un impact direct sur nos vies quotidiennes, qu'il s'agisse des services aux familles, de mobilité, d'enseignement, de logement, de participation à la vie démocratique ou encore de santé.

- Des communes qui luttent contre la précarité et l'exclusion sociale

Lutter activement contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale doit être une mission prioritaire pour les communes. Ces dernières doivent pouvoir garantir à chacun-e de leurs citoyen-ne-s les droits fondamentaux que sont l'accès à un logement décent, aux soins de santé, à la culture, à l'énergie, à la protection sociale. Il s'agit là de droits inaliénables pour lesquels les communes doivent prévoir des actions et un financement spécifique, notamment via leurs CPAS mais également en soutenant efficacement les diverses associations œuvrant sur le terrain (via des subventions, la mise à disposition de locaux, une aide administrative, etc.).

- Des communes qui combattent toutes les formes de violences

Que ce soit concernant les violences intrafamiliales, le harcèlement, la prostitution ou les problématiques liées aux migrations, les communes peuvent agir. En améliorant par exemple la formation, la sensibilisation et la coordination des acteurs de proximité en contact avec les victimes de violence, en créant des logements d'urgence accessibles, en se penchant véritablement sur la question de la prostitution, ou encore en se proclamant commune hospitalière



Tous ces points et l'ensemble de nos revendications sont développés plus largement dans notre mémorandum disponible sur : www.femmeprevoyates.be

Comm Une *idée*

À l'occasion **des élections communales de 2018**, **les FPS** vous proposent le programme d'actions «**CommUne Idée**»

LES ANIMATIONS «VOTER, C'EST DÉCIDER»

.....

Pour qui voter ? Pour quoi ?
Comment ?

Une animation pour permettre à chacun(e) d'exercer sa citoyenneté.

UN MÉMORANDUM ET DES ANALYSES POLITIQUES

.....

Quelles sont nos revendications en matière d'égalité femmes/hommes ?
Quels enjeux pour les élections communales à venir ?

Un décryptage minutieux et complet du contexte politique actuel.

UNE CAMPAGNE MÉDIATIQUE

.....

Pourquoi la parité politique est-elle primordiale ?
Comment l'encourager ?

Une campagne large public pour revendiquer une réelle parité politique en Belgique.

UN RASSEMBLEMENT POLITIQUE ET CITOYEN

.....

Comment favoriser l'égalité hommes-femmes dans sa commune ? Comment prendre la parole en public ? Quelle stratégie de communication utiliser lors d'une campagne électorale ?

Une journée d'échanges pour outiller chacun(e) qui souhaite se mobiliser.

UNE FORMATION POLITIQUE POUR S'ENGAGER

.....

Comment fonctionne une commune ? Comment décrypter le paysage politique communal belge ?

Une formation en 5 séances pour permettre à chacun(e) de pouvoir s'engager en politique.



LES FPS

sont un Mouvement féministe d'éducation permanente progressiste, laïque et mutualiste.



Au quotidien, nous militons et menons des actions pour favoriser l'égalité des femmes et des hommes et pour réduire les inégalités en matière de santé. Riche de plus de 90 ans d'expérience, nous sommes présentes partout en Belgique francophone et nous touchons chaque année des milliers de personnes par nos animations, nos publications, nos campagnes et nos activités.

Contact :

Marie-Anaïs Simon – marie-anais.simon@solidaris.be – 0472 80 38 98 – 02 515 04 07

Rosine Herlemont – rosine.herlemont@solidaris.be – 02 515 17 67

www.femmesprevoyantes.be

